



Le collège doctoral de la nouvelle Academ "va mieux nous connecter à l'université" (Général H. de Courrèges, président)

"Au cœur de Paris, l'Academ a cette ambition d'être un lieu de réflexion et de formation pour toutes les générations de citoyens engagés ou servant sous l'uniforme qui veulent connaître et travailler sur les sujets de défense et de sécurité nationale", déclare à AEF info le Général de corps d'armée Hervé de Courrèges, président de la nouvelle "Académie de défense de l'École militaire", créée fin 2023, également directeur de l'IHEDN et de l'Enseignement militaire supérieur. L'Academ entend être "un incubateur pour améliorer la formation et la recherche au bénéfice des ministères de tutelle, et en particulier des Armées", et a ouvert en octobre dernier son collège doctoral, pour "rehausser son offre de formation" et "élargir le prisme de la réflexion" des armées aux SHS. Il revient aussi sur le rôle de l'IHEDN, et sur "l'appétence de la jeunesse sur ces thématiques".

AEF info : À l'automne 2023, Sébastien Lecornu, ministre des Armées, a inauguré l'Academ, "l'Académie de défense de l'École militaire", à Paris. Quel est le rôle de cette nouvelle organisation dans l'écosystème de formation et de recherche de l'armée française ?

Général Hervé de Courrèges : C'est une longue histoire ! La création de l'École militaire remonte à 1751, quand le Maréchal de Saxe a conseillé au roi Louis XV d'établir un lieu dédié à la formation de l'élite des armées. Le jeune Napoléon Bonaparte en a été l'un des premiers élèves. Avec la Révolution, le lieu est transformé en casernement militaire, puis la défaite de 1870 conduit à reconsidérer l'indispensable formation des élites militaires, et l'on crée alors l'École supérieure de guerre.

Depuis cette époque, l'École militaire a été sans discontinuer un lieu d'enseignement hébergeant de nombreux organismes. Après la Seconde guerre mondiale, l'idée de créer une "académie" émerge, au sens du partage des disciplines et des cultures, mais elle n'aboutit réellement qu'en octobre 2023, avec l'installation officielle de l'Academ, qui a pour objet de fédérer les 21 organismes du site (1).

Ces organismes œuvrent soit dans la formation, soit dans la recherche et la prospective, et sont placés sous des tutelles différentes : une très grande majorité est rattachée au ministère des Armées, mais d'autres, comme l'IHEDN, relèvent du Premier ministre, ou du ministère de l'Intérieur comme l'IHEMI, ou encore du coordonnateur national du renseignement et

de la lutte contre le terrorisme (placé sous l'autorité de l'Élysée) pour l'Académie du Renseignement.

le général de courrèges invité en ouverture du lancement du "cahier de tendances 2025"

Le Général Hervé de Courrèges est invité par AEF info à donner une "keynote" d'ouverture lors de la soirée de lancement du *Cahier de tendances de l'enseignement supérieur et de la Recherche*, le 28 janvier 2025 à la CIUP ([lire sur AEF info](#)). Il interviendra sur l'un des thèmes du Cahier, "**La guerre, cette notion presque désuète qui s'impose de nouveau dans l'agenda du supérieur**", et exposera pourquoi la problématique militaire revient au premier plan des préoccupations dans le monde actuel, en quoi le monde l'enseignement supérieur et de la recherche est concerné, et comment les rapports entre les Armées et l'ESR sont appelés à évoluer.

L'Academ poursuit trois objectifs. D'abord, "mieux vivre ensemble" sur le site de l'École militaire ; celui-ci doit être rénové, végétalisé et doté d'une agora, dans un esprit de partage et d'échanges qui le rapprochera davantage d'un campus – même si son accès devra rester sécurisé au regard des sujets traités et enseignés.

"L'Academ doit être un incubateur pour améliorer la formation et la recherche au bénéfice des ministères de tutelle, et en particulier des Armées."

Ensuite, l'Academ doit être un incubateur pour améliorer la formation et la recherche au bénéfice des ministères de tutelle, et en particulier des Armées. À ce titre, nous avons en projet de créer des formations bi-timbres, pour des auditeurs qui suivraient des cursus dans deux organismes distincts, par exemple. Des modules d'enseignement communs pourraient aussi être dispensés. En matière de recherche, nous recensons les sujets d'étude qui intéressent divers membres, à titre d'exemple le cyber, le renseignement, les drones, les usages de l'Intelligence artificielle et le quantique, afin de mettre en contact les chercheurs concernés et d'organiser des réflexions communes pour améliorer la qualité des productions induites.

Enfin, nous souhaitons faire rayonner la pensée stratégique générée par nos organismes vers le grand public, au moyen de plateformes numériques, de podcasts, etc., mais aussi via l'événement annuel du PDSF (*Paris Defence and Strategy Forum*), dont la 2e édition aura lieu du 11 au 13 mars et qui rassemblera près de 4 000 personnes invitées, autour de débats, de *keynotes*, de séquences réservées, etc., sur les sujets de défense et de sécurité nationale, avec également des propositions d'outils d'approche stratégique comme des ateliers de *war gaming*.

AEF info : Vous avez aussi annoncé, en octobre 2024, lancer un "collège doctoral", pour "soutenir les cadres supérieurs de la Défense et de la Sécurité dans l'obtention de leur diplôme national de doctorat et de l'habilitation à diriger des recherches". Cela signifie-t-il que l'Armée veut mieux valoriser le doctorat ?

Général Hervé de Courrèges : Oui, il s'agit de rehausser encore notre offre de formation. Nous souhaitons ainsi proposer à des officiers de 30-40 ans d'obtenir un doctorat ou une HDR, dans les disciplines des sciences humaines et sociales. Le collège doctoral, présidé par le professeur Philippe Jacquinot (université d'Évry) et composé de 12 universitaires (2), aura pour tâche d'accompagner et de suivre jusqu'au diplôme les officiers qui s'engageront dans un travail de recherche. Une courte formation de 5 jours de préparation au doctorat, leur sera également proposée, ainsi que des rencontres bisannuelles pour vivifier la réflexion et créer une communauté.

"Le collège doctoral de l'Academ est une pierre qui nous manquait, et qui va mieux nous connecter à l'université."

Traditionnellement, les docteurs issus de l'Armée sont en majorité des historiens, car nous puisons dans l'histoire matière à réflexion pour vaincre demain, mais nous aimerions élargir le prisme de la réflexion vers d'autres disciplines qui ont beaucoup à nous apporter, comme la sociologie, les sciences politiques ou la géographie, pour ne citer qu'elles. À ce stade, nous avons déjà identifié 5 ou 6 officiers volontaires, et nous suscitons d'autres candidatures au sein des armées. C'est une pierre qui nous manquait, et qui va mieux nous connecter à l'université.

AEF info : L'Academ est également très tournée vers l'international, avec de nombreuses visites de délégations étrangères. Quelles relations voulez-vous nouer avec vos homologues internationaux, et y a-t-il des zones plus stratégiques que d'autres pour vous ?

"Nous recevons beaucoup de délégations étrangères qui souhaitent observer notre modèle singulier d'académie."

Général Hervé de Courrèges : En effet, nous nous inscrivons dans une volonté marquée d'ouverture à l'international selon les orientations de nos ministères de tutelle, pour proposer des formations de durées variables de quelques mois à un an. Nous recevons aussi beaucoup de délégations étrangères qui souhaitent observer notre modèle singulier d'académie, car dans nombre de pays la Défense, la Sécurité intérieure et les Affaires internationales ne visent pas cette mise en synergie de leurs formations.

Nos zones prioritaires d'ouverture à l'international sont vastes : les pays de l'Otan, qui restent nos premiers alliés, et l'Europe bien sûr, avec un retour en force de l'Europe de l'Est ; toute la zone africaine, qui est de plus en plus courtisée et où nous observons une véritable concurrence de l'offre de formation ; les partenaires historiques du Proche et du Moyen-Orient ; la zone Indo-Pacifique, avec des enjeux forts... Il nous faut donc établir un subtil équilibre entre tous ces espaces de partenariats.

AEF info : De quels moyens, humains et financiers, dispose l'Academ ?

Général Hervé de Courrèges : L'Academ n'a pas de budget en propre à ce jour, ni de structure juridique, mais nous réfléchissons à l'en doter dans l'avenir, notamment pour pouvoir accueillir des financements privés. À ce stade, elle fonctionne avec des renforts de l'IHEDN et de la direction de l'Enseignement militaire supérieur, soit une petite équipe de 5 à 7 personnes qui partagent leur temps entre leur organisme d'appartenance et l'Academ.

AEF info : En quoi l'Academ diffère-t-elle de l'IHEDN ?

Général Hervé de Courrèges : L'IHEDN est l'un des membres fondateurs de l'Academ. C'est un établissement public administratif de 70 personnes qui dispose de son propre conseil d'administration et d'un budget de 12 M€ : 7 en provenance d'une subvention pour charge de service public, et 5 provenant du règlement des scolarités.

Créé en 1936, l'Institut a trois missions historiques : diffuser l'esprit de défense ; œuvrer pour la cohésion nationale ; et contribuer à la réflexion stratégique. Son programme de formation le plus connu est la "session nationale", qui regroupe 300 auditeurs par an, sur environ 40-45 jours répartis de septembre à juin. Elle propose cinq majeures : "Politique de Défense", la plus ancienne, qui réunit une centaine d'auditeurs par an ; "Enjeux et stratégies maritimes", avec 50 auditeurs ; "Armement et économie de défense", plutôt destinée aux ingénieurs de l'armement, aux opérationnels des armées et aux industriels de la Défense ; "Souveraineté numérique et cybersécurité", avec 50 auditeurs aussi ; et "Défense et sécurité économiques", à destination du monde économique, des banquiers, assureurs, fonds, etc.

"Au total, près de 2 000 personnes sont formées par l'IHEDN chaque année."

Mais l'IHEDN, ce n'est pas que cela. Chaque année, ce sont aussi 6 à 8 sessions en régions, d'une durée de 4 semaines

chacune, dans quatre villes différentes et sur des thématiques intéressant le territoire en question ; des "cycles jeunes" d'une semaine, de plus en plus demandés (nous avons reçu cette année 620 demandes pour 80 places pour un cycle en Île-de-France), ce qui montre qu'il y a une appétence de la jeunesse sur ces thématiques ; des cycles de deux jours à une semaine sur l'intelligence économique ; des formations dispensées à Paris pour des délégations étrangères, thématiques en fonction de la région du monde concernée, en partenariat avec le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères ou celui des Armées ; et enfin, des formations commandées par la DGA (Direction générale de l'armement) ou par le Collège européen de Sécurité et de Défense.

Au total, près de 2 000 personnes sont formées par l'IHEDN chaque année. Et nous avons aussi comme immense atout plus de 40 associations réparties sur tous les territoires, qui contribuent à nos formations, s'engagent dans nombre d'actions de défense et citoyenneté et, animent notre communauté. Parmi celles-ci permettez-moi de citer les jeunes IHEDN, très dynamiques dans leurs activités.

AEF info : Portez-vous des projets nouveaux pour les années à venir ?

Général Hervé de Courrèges : Oui, nous avons trois axes prioritaires : d'une part, la jeunesse, qui a soif de connaissances sur nos sujets pour s'engager ensuite au profit de notre pays. Nous n'allons pas démultiplier nos propres formations, mais nous allons en faire réaliser d'autres en nous plaçant en maîtrise d'ouvrage, c'est-à-dire en labellisant des formations réalisées sur le terrain par nos associations. Nous nous assurerons de la qualité de ces formations et de la diversité des publics accueillis.

"La jeunesse a soif de connaissances sur nos sujets pour s'engager ensuite au profit de notre pays."

La deuxième priorité, ce sont les territoires, car l'IHEDN peut parfois être perçu comme ayant un côté trop "parisien", donc nous allons aussi accroître le nombre de sessions en région avec le même principe de maîtrise d'ouvrage, en partenariat avec nos associations. Et enfin, nous allons renforcer nos efforts sur l'économie en développant des "polygones économiques", en lien avec les CCI, les unités militaires des territoires, les industriels de la défense et les acteurs locaux engagés dans la compétition économique.

AEF info : Terminons par votre troisième "casquette", puisque vous dirigez aussi l'Enseignement militaire supérieur. Qu'est-ce que cela recouvre exactement ?

"Le CHEM est un peu l'école des Généraux, même si tous n'y passent pas."

Général Hervé de Courrèges : L'Enseignement militaire supérieur intègre trois entités : d'abord, le CHEM (Centre des hautes études militaires), qui est le plus haut niveau de l'enseignement militaire et accueille 30 auditeurs par an, colonels ou capitaines de vaisseau déjà confirmés, pour un an de formation. C'est un peu "l'école des Généraux", même si tous n'y passent pas. Ils sont aussi auditeurs de l'IHEDN en même temps.

Ensuite, l'École de guerre, qui accueille 300 officiers de toutes les armées, âgés de 32 à 37 ans, et qui passent un concours très sélectif après 10 ans d'exercice de leur métier sur le terrain. Ils connaissent donc très bien leur armée d'origine, et viennent pour apprendre à travailler avec les autres armées et services. Parmi eux, une centaine sont étrangers. Le cycle accueille aussi des auditeurs libres.

Enfin, l'Enseignement militaire supérieur bénéficie de la Bibliothèque de l'École militaire, qui se développe beaucoup dans le numérique, indispensable effort à l'ère de l'IA générative, et qui est à la fois le réceptacle et le conservateur des productions de l'Academ.

AEF info : St Cyr, l'École navale, etc., ne relèvent donc pas de l'Enseignement militaire supérieur ?

Général Hervé de Courrèges : Non, ce sont des écoles de formation initiale, qui dépendent chacune de leur armée respective, mais leurs centres de recherche, qui regroupent de nombreux chercheurs relevant majoritairement des sciences de l'ingénieur, ont vocation à travailler en partenariat avec l'Academ, pour nous apporter les connaissances disciplinaires dont nous ne disposons pas à ce jour.

AEF info : Comment souhaiteriez-vous voir évoluer les relations de l'Academ – et de tous ses membres – avec les établissements d'enseignement supérieur et de recherche civils, qu'ils soient des universités, des grandes écoles ou des organismes de recherche ? Peut-on dire que l'Academ a en quelque sorte pour ambition de développer les "war studies" en France, comme cela se fait dans les pays anglo-saxons ?

Général Hervé de Courrèges : Le contexte international et notre situation nationale nous invitent à fédérer toutes les énergies et les savoirs nécessaires pour développer une réflexion stratégique, contribuer à la cohésion nationale et diffuser un esprit de défense face aux risques et menaces qui s'affirment plus pressants pour notre pays.

Au cœur de Paris, l'Academ a cette ambition d'être un lieu de réflexion et de formation pour toutes les générations de citoyens engagés ou servant sous l'uniforme qui veulent connaître et travailler sur les sujets de défense et de sécurité nationale. Cette ambition nous allons la réaliser avec tous les établissements d'enseignement supérieur et de recherche civils qui, porteurs de ces valeurs de citoyenneté, voudront nouer un partenariat sur des projets concrets et fédérateurs. Nous serons très heureux de les accueillir et de travailler ensemble. Que 2025 soit une année de fructueux et nombreux partenariats, c'est mon vœu le plus cher pour cette année !

AEF info est un **groupe de presse professionnelle numérique et organisateur d'événements**. AEF info produit tous les jours une information de haute qualité qui mobilise une équipe de **80 journalistes** spécialisés permanents à Paris et en régions.

C'est un outil de travail, d'aide à la décision, d'information et de documentation utilisé tous les jours par plus de **20 000 professionnels et 2 000 organisations abonnées** (médias, institutions, collectivités territoriales, entreprises, fédérations, syndicats, associations).

5 SERVICES D'INFORMATION, 18 DOMAINES ET 2 HEBDOS

Les cinq services d'information spécialisés d'AEF info diffusent (Social RH, Enseignement Recherche, Développement durable, Habitat & urbanisme, Sécurité Globale) à leurs abonnés un service d'information continue par courrier électronique et via l'application mobile. Être abonné à ces services, c'est avoir l'assurance d'être informé rapidement, précisément et objectivement des faits essentiels.

Cliquez ici pour tester gratuitement les services d'information AEF info
